



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale des Finances publiques
SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES
Sous-direction Effectifs, Parcours et Compétences
Bureau Recrutement, Formation,
Développement des compétences
64/70 allée de Bercy
75574 PARIS CEDEX 12

bureau.rh-recrutement-formation-recrutementpacte-
ch@dgfip.finances.gouv.fr

Paris, le 3 juillet 2023

Le Directeur général des Finances publiques
à

Mmes et MM. les Délégués du Directeur général
Mmes et MM. les Directeurs régionaux et départementaux
des Finances publiques
Mmes et MM. les Directeurs des directions
et services à compétence nationale ou spécialisés

NC : ☐

Dossier : DGFIP-BUR RCTFOR FORMATION DEV DES COMPETENCES/2023/06/4125

Circulaire ☐
Instruction ☐
Note de service ☐

Objet : Recrutement par voie de PACTE à la DGFIP au titre de l'année 2023

Service concerné : Service « Ressources Humaines »

Calendrier :

- ✓ Publicité préalable du recrutement : au plus tard le **8 août 2023**
- ✓ Date limite de dépôt des dossiers de candidature : **8 septembre 2023**
- ✓ Examen des dossiers et détermination des candidats à auditionner par la commission de sélection : **entre le 15 et le 27 septembre 2023**
- ✓ Audition des candidats par la commission de sélection : **au plus tard le 13 octobre 2023**
- ✓ Transmission au bureau Recrutement, Formation, Développement des compétences des dossiers des candidats retenus : au plus tard le **20 octobre 2023**
- ✓ Recrutement de l'agent : au plus tard le **1^{er} décembre 2023**

Résumé :

La DGFIP organise au titre de l'année 2023 une campagne de recrutement de **170 agents PACTE**. Les candidats retenus seront recrutés le **1^{er} décembre 2023, sous contrat d'engagement** de droit public **d'une durée d'un an** à l'issue duquel ils ont vocation à être titularisés.

La présente note et ses annexes précisent les modalités d'organisation de la campagne et le déroulement du contrat d'engagement.

1. Cadre juridique

Le PACTE (Parcours d'Accès aux Carrières de la fonction publique territoriale, hospitalière et de l'État) est un mode de recrutement contractuel dans la fonction publique institué par l'ordonnance n° 2005-901 du 2 août 2005.

Ce mode de recrutement favorise l'accès des bénéficiaires aux corps et cadres d'emploi de la catégorie C en prévoyant au terme du contrat leur titularisation, au vu de leur aptitude professionnelle et de leur parcours de formation.

2. Volume, répartition et date de recrutement

Deux arrêtés autorisant l'ouverture d'un recrutement par voie de PACTE pour l'accès au grade d'agent administratif et d'agent technique des Finances publiques seront prochainement publiés au Journal Officiel (JO).

170 postes sont offerts et répartis comme suit :

- **132 postes d'agents administratifs des Finances publiques ;**
- **18 postes d'agents techniques des Finances publiques ;**
- **20 postes au titre du partenariat avec l'APELS¹.**

L'annexe 1 indique la répartition du volume de recrutement par direction et type d'emploi.

Les candidats retenus seront recrutés le **1^{er} décembre 2023**, sous contrat d'engagement de droit public d'une durée d'un an à l'issue duquel ils ont vocation à être titularisés.

3. Conditions pour postuler

Le dispositif PACTE doit favoriser l'intégration dans l'emploi des personnes qui peuvent en être exclues. Il est à la fois un contrat de pré-recrutement et un contrat de formation, destiné à faciliter l'insertion ou la réinsertion professionnelle.

Le recrutement est ouvert :

- ✓ aux personnes âgées de vingt-huit ans au plus, soit sorties du système scolaire sans qualification ou peu diplômées, soit non titulaires du baccalauréat ou d'un diplôme de niveau équivalent ;
- ✓ aux personnes âgées de quarante-cinq ans et plus, en situation de chômage de longue durée et bénéficiaires :
 - du revenu de solidarité active, de l'allocation de solidarité spécifique ou de l'allocation aux adultes handicapés ;
 - ou du revenu minimum d'insertion ou de l'allocation de parent isolé dans les départements d'outre-mer et les collectivités de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et Miquelon.

La condition d'âge est appréciée à la date limite de dépôt des candidatures, soit, au cas particulier, le 8 septembre 2023.

De plus, les candidats à ce dispositif doivent remplir les conditions générales d'accès aux emplois publics (nationalité, droits civiques, casier judiciaire compatible avec l'exercice des fonctions et, pour les moins de vingt-cinq ans, participation à la journée défense et citoyenneté).

4. Publicité du recrutement

La publicité préalable du recrutement doit être réalisée au moins un mois avant la date limite de dépôt des candidatures, soit au plus tard le 8 août 2023.

1 Des précisions sur ce nouveau dispositif seront apportées ultérieurement aux directions concernées.

Le bureau Recrutement, Formation, Développement des compétences :

- ✓ publie deux avis de recrutement (un pour l'emploi d'agent administratif et un pour celui d'agent technique) au J.O. précisant le nombre et la répartition géographique des postes, les conditions à remplir par les candidats ainsi que la date limite de dépôt des dossiers de candidature auprès du Pôle Emploi, soit le 8 septembre 2023 ;
- ✓ met en ligne sur le portail du ministère ces deux avis de recrutement, les fiches de déclaration des offres de recrutement complétées par les directions et la liste des numéros d'offre Pôle emploi ;
- ✓ poste un message annonçant le recrutement d'agents PACTE à la DGFIP sur FACEBOOK, TWITTER et LINKEDIN via le compte de la DGFIP, sur le site « Rejoindre les Finances publiques » et celui du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique.

Les directions de recrutement :

- ✓ complètent la fiche de déclaration des offres de recrutement, puis la transmettent :
 - au bureau Recrutement, Formation, Développement des compétences pour publication sur le portail du ministère ;
 - au recueil des actes administratifs de l'État du département, pour publication ;
- ✓ publient la fiche de déclaration des offres de recrutement dans les locaux de la direction et la transmettent à Pôle Emploi ;
- ✓ communiquent au bureau Recrutement, Formation, Développement des compétences le numéro de la fiche d'offre Pôle emploi après sa mise en ligne ;
- ✓ adressent les avis de recrutement publiés au J.O. et la fiche de déclaration des offres à la Direction régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS) pour diffusion au sein du réseau des organismes concourant au service public de l'emploi.

Enfin, toutes les directions, y compris celles qui ne participent pas à cette campagne, sont chargées de publier sur leur site intranet une information sur ce recrutement.

Il est également préconisé d'adresser un courriel à l'ensemble des agents de la direction concernée afin d'assurer la plus grande publicité à ce recrutement.

La diffusion de l'information auprès des mairies et des Centres d'Information et d'Orientation constitue également un bon vecteur pour optimiser la communication de la DGFIP sur ce dispositif de recrutement.

La fiche d'offre d'emploi précédemment adressée à Pôle emploi a été supprimée et remplacée par la fiche de déclaration des offres de recrutement qui a été adaptée et devient ainsi le document unique à communiquer à l'ensemble des interlocuteurs.



5. Dépôt des candidatures et sélection des candidats par les directions

Les personnes intéressées par le recrutement PACTE doivent retirer leur fiche de candidature (cf. annexe 2) auprès du Pôle Emploi de leur domicile ou la télécharger depuis leur site www.pole-emploi.fr puis la déposer à l'adresse indiquée sur l'offre d'emploi avec un curriculum vitae et une lettre de motivation.

La date limite de dépôt des dossiers de candidature est fixée au 8 septembre 2023.

Une commission de sélection se réunira, au sein de chaque direction de recrutement, entre le 15 et le 27 septembre 2023 pour examiner les candidatures transmises par Pôle Emploi et auditionner les candidats sélectionnés au plus tard le 13 octobre 2023.

Il est de la responsabilité de chaque direction de s'assurer de l'éligibilité des candidats au dispositif PACTE avant de transmettre les dossiers pour établissement du contrat.

Les directions de recrutement transmettront les contrats et les dossiers des candidats retenus au bureau Recrutement, Formation, Développement des compétences au plus tard le 20 octobre 2023.

6. Contrat d'engagement

Le bureau Recrutement, Formation, Développement des compétences établira les contrats d'engagement et les renverra aux directions.

Les contrats sont des contrats de droit public d'une durée d'un an durant lequel une formation en alternance en vue d'acquérir une qualification et une expérience professionnelle est dispensée.

A ce titre, l'agent bénéficie d'une formation théorique et pratique pour lui permettre d'acquérir les aptitudes professionnelles attendues. Un tuteur l'encadre et l'accompagne tout au long de son parcours de formation.

Le contrat comporte une période d'essai de deux mois au cours de laquelle il peut y être mis fin librement, par la DGFIP ou par l'agent, sans indemnité ni préavis.

À l'issue du contrat d'engagement, l'appréciation de l'aptitude professionnelle de l'agent pourra aboutir à la titularisation, à la prolongation du fait de congé de maladie ou/et de maternité, au renouvellement ou au non renouvellement du contrat.

Pour le Directeur général et par délégation,
Le sous-directeur des effectifs, des parcours et des compétences

signé

Christophe LANDOUR

Interlocuteur à la DG :

Bureau Recrutement, Formation, Développement des compétences

@ : bureau.rh-recrutement-formation-recrutementpacte-ch@dgifp.finances.gouv.fr

Pièces jointes à la note :

- [Annexe n° 1 : Répartition du volume de recrutement par direction et type d'emploi](#)

- [Annexe n° 2 : Fiche de candidature Pôle Emploi](#)